

PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Service Loire et Bassin Loire-Bretagne

Département Délégation de Bassin

Orléans, le 26 mars 2015

Note

à

**Mesdames et Messieurs les membres de  
la mission d'appui technique Gemapi du  
bassin Loire-Bretagne**

**Compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi)**

**Projet de feuille de route de la mission d'appui technique du bassin Loire-Bretagne**

***soumis pour avis aux membres de la mission d'appui***

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 prévoit que les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre seront compétents à partir du 1er janvier 2016 en matière de « gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations » (Gemapi).

Pour accompagner la mise en œuvre de cette réforme, le texte prévoit également la création, dans chaque bassin, d'une **mission d'appui technique présidée par le préfet coordonnateur de bassin**.

La présente note a pour objet de faire le point sur les différents chantiers à lancer dans le cadre de cette mission d'appui, et de proposer un projet de feuille de route précisant les grands principes devant accompagner la mise en œuvre de cette réforme ainsi que son calendrier.

**1. Mission d'appui technique de « bassin » : des missions bornées juridiquement**

L'article 59 de la loi « métropoles » prévoit que chaque Préfet coordonnateur de bassin met en place une mission d'appui technique **afin d'accompagner la prise de compétence Gemapi** par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre.

Ce même article précise que cette mission réalise notamment un **état des lieux** nécessaire à l'exercice de la compétence. Le décret n° 2014-846 du 28 juillet 2014 relatif aux missions d'appui technique de bassin précise que la mission d'appui :

- établit un état des lieux des linéaires des cours d'eau (**cf. annexe 1**) ;
- établit un état des lieux technique, administratif et économique des ouvrages et des installations nécessaires à l'exercice de la compétence (**cf. annexe 1**) ;
- émet des recommandations quant aux outils utiles à l'exercice de la compétence.

A ce titre, la DREAL de bassin a engagé la collecte de premières données auprès des services régionaux et départementaux. Les données portent sur les structures existantes qui exercent déjà une partie ou l'ensemble du bloc de compétences Gemapi, et sur leurs modalités d'intervention dans les territoires. **Ce travail reste à compléter par le bassin d'ici fin juin 2015 et restera à approfondir avec les acteurs locaux.**

## **2. Une articulation nécessaire de la mission d'appui avec les territoires**

La mission d'appui consiste donc à assister le Préfet coordonnateur de bassin afin d'établir un état des lieux des **connaissances techniques**, de partager les expériences liées à **l'exercice de telles compétences sur le terrain**, et de **guider les travaux à engager localement**.

Dès lors, il convient de **préciser les grands principes et les chantiers spécifiques à déployer à l'échelle du bassin**, qui contribueront à une mise en œuvre réussie de la loi dans les territoires.

### **2.1 Une mise en œuvre de la compétence Gemapi dans le cadre d'une intercommunalité renouvelée**

L'attribution de la compétence Gemapi au bloc communal permettra désormais d'assurer, sur l'ensemble du bassin, un lien étroit et pérenne entre la politique d'urbanisme et les missions relatives à la prévention des risques et à la gestion des milieux aquatiques.

Toutefois, les structures existantes (syndicats de rivière...), ainsi que les EPCI à fiscalité propre, **s'interrogent sur les critères juridiques à remplir pour exercer la compétence Gemapi** :

- les syndicats existants disposent d'un périmètre d'intervention basé sur une unité hydrographique cohérente, mais ne remplissent pas systématiquement les critères juridiques exigés par la loi. C'est notamment le cas des syndicats de communes auxquels un EPCI à fiscalité propre peut se substituer, entraînant la dissolution du syndicat en l'absence de l'exercice d'une autre compétence ;
- les EPCI à fiscalité propre exercent de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Gemapi. Néanmoins, leurs limites administratives peuvent ne pas correspondre à une unité hydrographique cohérente. Le transfert de compétence à un syndicat de communes, dans l'obligation de changer ses statuts pour devenir syndicat mixte, est alors envisagé.

Le déploiement de la compétence Gemapi dans les territoires du bassin nécessite donc :

- d'engager une **réflexion plus globale**, conduite dans le cadre des Comités départementaux de la coopération intercommunale (CDCI) pour l'élaboration des **schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI)**. Il s'agit de couvrir le territoire par des EPCI à fiscalité propre avec une compétence ciblée et obligatoire, et de rechercher la meilleure articulation avec les syndicats de communes et des syndicats mixtes existants, cela pouvant nécessiter leur suppression, transformation et fusion.
- que soit maintenue et renforcée **l'approche par bassin hydrographique**, afin de conforter et favoriser une gestion intégrée de la ressource en eau. La structuration de l'intercommunalité doit permettre de garantir la pérennité des groupements de collectivités qui exercent aujourd'hui efficacement les missions relevant de la GEMAPI, de conforter la solidarité territoriale et de favoriser une échelle hydrographique cohérente et pertinente.

### **2.2 Le bassin Loire-Bretagne concerné entièrement, avec certains territoires plus particulièrement ciblés**

Afin de guider les travaux de structuration de ces maîtrises d'ouvrage, en favorisant une gestion intégrée à la bonne échelle hydrographique, le projet de Sdage Loire-Bretagne (**annexe 2**), soumis à la consultation du public et des assemblées, reprend trois objectifs nationaux :

- pérennité des groupements de collectivités exerçant des compétences Gemapi, lorsque l'exercice de cette compétence apporte satisfaction ;
- couverture de tous les territoires nécessitant la mise en place d'une MOA Gemapi à long terme, pour répondre à des besoins identifiés en la matière ;
- rationalisation de ces structures et réduction du nombre de syndicats mixtes.

Par ailleurs, le projet de Sdage invite les collectivités territoriales à proposer au Préfet coordonnateur de bassin une organisation des maîtrises d'ouvrage pour assurer la compétence Gemapi, dans un délai de deux ans à compter de l'approbation du Sdage, **notamment et plus particulièrement** pour les territoires suivants : **la Bretagne, le Marais Poitevin, l'axe Loire moyenne, et les territoires orphelins en matière de maîtrise d'ouvrage** pour la gestion des milieux aquatiques et **avec des problématiques d'hydromorphologie et de continuité**.

Enfin, le projet de Sdage précise que ces **réflexions sont accompagnées par la mission d'appui**.

Sur ces territoires plus particulièrement, l'article 57 de la loi « métropoles » précise qu'il conviendra que soient **proposés les bassins ou sous-bassins qui justifient la création ou la modification de périmètre** d'un établissement public territorial de bassin (EPTB) ou d'un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE). Ce périmètre sera arrêté par le Préfet coordonnateur de bassin, dans le cadre de la procédure prévue dans ce même article.

Le Comité de bassin souhaite donc que **l'ensemble du bassin Loire-Bretagne soit interrogé sur la constitution actuelle des maîtrises d'ouvrage en Gemapi, et attire l'attention plus particulièrement sur quatre territoires.**

Pour les **trois premiers territoires**, il est proposé de mettre en place des **groupes de travail spécifiques**, pilotés localement avec un appui si besoin du bassin. Le mandat général de ces groupes de travail sera de contribuer aux travaux d'état des lieux, et d'assurer une réflexion sur les territoires concernés pour structurer les maîtrises d'ouvrage Gemapi, notamment autour de la création ou modification des périmètres d'EPTB et EPAGE

Dans le **dernier type de territoire**, aucun groupe de travail spécifique n'est à mettre en place, dans la mesure où plusieurs territoires du bassin sont susceptibles d'être concernés.

### **3. Proposition d'une feuille de route et d'un calendrier associé**

A ce stade, il est proposé de **travailler sur différents chantiers dans les six prochains mois**, et de tenir une **seconde réunion plénière** de la mission d'appui GEMAPI du bassin Loire-Bretagne **à l'automne 2015**.

#### **3.1 Élaboration de l'état des lieux Gemapi, d'ici fin 2015**

Il est proposé de **lancer** les travaux **dans les territoires d'ici début mai 2015**.

Le secrétariat de la mission s'appuiera sur les compétences et les connaissances mobilisables dans les services régionaux et départementaux de l'État et des établissements publics.

Si les travaux relatifs aux cours d'eau bénéficient du travail déjà réalisé dans le cadre de la révision du Sdage, les travaux relatifs aux ouvrages « inondations » semblent nécessiter plus de temps. Par conséquent, il paraît raisonnable d'envisager une remontée des données vers le bassin, d'ici l'automne 2015.

Dans cette perspective, les services de l'État et ses établissements publics seront sollicités directement par le bassin, et feront le lien avec leurs partenaires locaux.

#### **3.2 Lancement des groupes de travail relatifs aux trois territoires plus particulièrement ciblés dans le Sdage**

Il est proposé de **lancer** les travaux **dans ces territoires d'ici début mai 2015**. **Des points d'avancement semestriels** seront conduits avec le bassin, et rapportés à la mission d'appui.

#### **3.3 Proposition d'outils utiles à l'exercice de la compétence Gemapi**

Il est proposé de créer une page Internet dédiée au sujet Gemapi, pour le bassin Loire-Bretagne :

- informations relatives à la mission d'appui technique de bassin : mise en ligne des documents du dossier de séance, ainsi que des comptes-rendus de réunion plénière ;
- veille juridique : décrets, arrêtés, discussions parlementaires (projet de loi NOTRe,...) ;
- mise en place d'une boîte mail fonctionnelle permettant de répondre aux interrogations, puis d'une foire aux questions permettant de partager les questions/réponses ;
- propositions d'outils opérationnels : fiches pédagogiques sur les éléments clefs de la réforme, fiches sur les modalités de financement (notamment en lien avec les programmes de l'Agence de l'eau) ;
- partage d'expériences réussies de travaux/études Gemapi dans les territoires ;
- informations sur l'avancement des travaux relatifs à l'état des lieux avec valorisation des données, notamment sous forme cartographique.

Il est également proposé d'approfondir la réflexion sur les travaux identifiés comme nécessaires lors des réunions de la mission d'appui du bassin (EPAGE/EPTB,...).

### **Annexe 1 : états des lieux prévus dans la mission d'appui technique de bassin**

Chaque mission d'appui technique de bassin établit :

- un état des lieux des linéaires de cours d'eau comprenant :
  1. la délimitation et l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface prévues au b de l'article R. 212-3 du code de l'environnement,
  2. la mention de leur statut domanial ou non domanial,
  3. la liste des masses d'eau ayant fait l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration d'entretien en application des articles L. 214-3 et L. 215-15 du code de l'environnement dans les cinq dernières années ;
- un état des lieux technique, administratif et économique, dans l'état des connaissances disponibles, des ouvrages et des installations nécessaires à l'exercice de la compétence, prioritairement pour les territoires à risque d'inondation important. Cet état des lieux est constitué par :
  1. l'inventaire des ouvrages de protection existants avec leurs principales caractéristiques, l'identification de leurs propriétaires et gestionnaires, pour chaque territoire identifié,
  2. un état des autres ouvrages connus qui n'ont pas pour vocation la prévention des inondations et des submersions et qui peuvent être de nature à y contribuer eu égard à leur localisation et leurs caractéristiques,
  3. des recommandations pour structurer les systèmes de protection.

## **Annexe 2 : Projet de Sdage Loire-Bretagne 2016-2021**

### **12E - Structurer les maîtrises d'ouvrage territoriales dans le domaine de l'eau**

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles attribue au bloc communal (commune, EPCI à fiscalité propre) une compétence ciblée et obligatoire relative à la « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi). Cette loi vise ainsi à structurer les maîtrises d'ouvrage territoriales dans le domaine de l'eau.

Trois objectifs doivent guider les travaux de structuration de ces maîtrises d'ouvrage, afin de favoriser une gestion intégrée des milieux aquatiques et de la prévention des inondations à une échelle hydrographique cohérente et pertinente :

- la constitution de groupements de collectivités pérennes, y compris dans la continuité de ceux qui exercent effectivement aujourd'hui les compétences de Gemapi, lorsque ceux-ci apportent satisfaction ;
- la couverture à long terme du territoire par des structures assurant la compétence Gemapi, pour répondre aux besoins de maîtrise d'ouvrage dans ce domaine ;
- la rationalisation de ces structures et la réduction du nombre de syndicats mixtes.

Tout en renforçant le rôle des établissements publics territoriaux de bassin (EPTB), à une échelle hydrographique large, la loi crée les établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE) afin de favoriser les maîtrises d'ouvrage locales pour chaque bassin versant.

### **Disposition**

**12E-1** - Les collectivités territoriales sont invitées à proposer au préfet coordonnateur de bassin une organisation des maîtrises d'ouvrage pour assurer la compétence Gemapi introduite par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, dans un délai de deux ans à compter de l'approbation du Sdage, notamment et plus particulièrement pour les territoires suivants :

- les bassins versants des rivières côtières bretonnes ;
- le Marais Poitevin et les bassins versants qui y convergent ;
- l'axe Loire moyenne ;
- des territoires orphelins en matière de maîtrise d'ouvrage pour la gestion des milieux aquatiques, pour lesquels existe un risque de non-atteinte des objectifs environnementaux en matière d'hydromorphologie et de continuité des cours d'eau.

Les réflexions sur la structuration de ces maîtrises d'ouvrages sont accompagnées par la mission d'appui à la prise de compétence Gemapi prévue au III de l'article 59 de la même loi.